



VILLE DE COMBOURG
(Ille et Vilaine)

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL**

Pour l'an deux mille six, où est écrit ce qui suit : Séance publique du **29 Mai**, à 20 heures, en vertu des articles L 2121-7 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales.

Nombre de Conseillers en exercice : 27
Nombre de pouvoirs : 6
Nombre de Conseillers présents : 20
Quorum : 14

Date de convocation et d'affichage : 23 Mai 2006
Date d'affichage du compte-rendu : 1^{er} Juin 2006

Etaient présents : M. Joël LE BESCO, Maire, M. Joël HAMELIN, Mme Monique DAUCE, M. Michel LEBRET, Mme Marie-Renée GINGAT, M. Bertrand HIGNARD, Mme Monique ROBINAULT, M. Pierre LEGEARD et M. André BADIGNON, Adjoint, Mme Marie-Thérèse FERRAND, Mme Yolande GIROUX, M. Marcel FOUQUET, Mme Marylène QUEVERT, M. François LARCHER, M. Jean-Luc LEGRAND, Mme Chantal GILLOUAYE, M. Jean-Michel COQUELIN, Mme Marguerite COÏC, M. Loïc PETITPAS et Mme Françoise BAUDUIN

Absents excusés : Mme Martine CHEVALIER, Mme Pierrette HUET, M. Claude BIEDERMANN, M. Jean DENOUAL, Mme Michelle GAUCHER, Mme Annie CITRE, Mme Marie-Thérèse SAUVÉE

Absents non excusés : Néant

Pouvoirs : Mme CHEVALIER à Mme ROBINAULT, Mme HUET à Mme GINGAT, M. DENOUAL à M. LARCHER, Mme GAUCHER à Mme DAUCE, Mme CITRE à Mme FERRAND, Mme SAUVÉE à M. COQUELIN

Président de séance : M. Joël LE BESCO, Maire
Secrétaire de séance : M. François LARCHER, Conseiller Municipal

Après avoir constaté que le quorum est atteint, Monsieur le Maire ouvre la séance et passe à l'ordre du jour.

Rappel de l'Ordre du jour :

- 06-63) Election d'un secrétaire de séance et approbation du procès-verbal de la précédente réunion
- 06-64) Centre-ville 3^e tranche – Validation APD
- 06-65) Centre-ville 3^e tranche – Aides à l'Ingénierie
- 06-66) Révision du P.O.S. en P.L.U. – Arrêt du Projet – Mise à l'enquête publique
- 06-67) Droit de Préemption Urbain – Déclaration d'Intention d'Aliéner – Parcelle cadastrée section AD n° 250
- 06-68) Schéma Directeur de restructuration des réseaux eaux usées, eaux pluviales et adduction d'eau potable
- 06-69) Actes administratifs – Délégation de signature
- 06-70) Garantie d'emprunt – SA HLM La Rance – Pavillons « La Providence »
- 06-71) Régularisation comptable – Décision modificative
- 06-72) Espace Jeux – Parcours Santé
- 06-73) Installations classées pour la protection de l'environnement – Enquête Publique – GAEC des Alysses – QUEBRIAC
- 06-74) Travaux de voirie urbaine et rurale – Programme 2006
- 06-75) Demande d'acquisition d'un délaissé communal à « La Gentièrre »
- 06-76) Demande d'acquisition d'un délaissé communal au lieu-dit « Riniac »
- 06-77) Lotissement de Melesse - Avenant n° 1 – Travaux de voirie définitive
- 06-78) Secteur « Fauvelière » – Remplacement des mâts d'éclairage
- 06-79) Illuminations de Noël – Programme 2006
- 06-80) Lotissement « Le Village des Coutures »
- 06-81) Aire de service Camping-car
- 06-82) Arrosage automatique – Mur du château
- 06-83) Salle omnisports – Réfection de la toiture – Etude charpente
- 06-84) Local Karaté – Fourniture de tapis de sol
- 06-85) Délégation du Conseil Municipal au Maire – Article L 2122-22 (15^e alinéa) et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales
- 06-86) Questions orales

06-63) ELECTION D'UN SECRETAIRE DE SEANCE ET APPROBATION DU PROCES VERBAL DE LA PRECEDENTE REUNION.

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire.

Monsieur LE BESCO fait procéder à l'élection d'un secrétaire de séance.

M. François LARCHER, sur proposition du Maire, est élu à l'unanimité des membres présents et représentés.

Ensuite, le procès-verbal de la dernière réunion, dont un exemplaire a été adressé à chaque Conseiller Municipal, est soumis à l'approbation du Conseil Municipal.

Le procès-verbal de la séance précédente, en date du 10 Avril 2006, est approuvé à l'unanimité des membres présents et représentés.

06-64) CENTRE VILLE 3^{ème} TRANCHE – VALIDATION APD

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO rappelle que le Conseil Municipal a été informé le 12 Décembre 2005 du choix de l'équipe de maîtrise d'œuvre en charge de la réalisation de la 3^{ème} tranche du centre ville.

Depuis, différentes réunions de travail se sont déroulées aux dates suivantes :

- 11 janvier 2006
- 25 janvier 2006
- 1 février 2006
- 15 février 2006
- 27 février 2006
- 22 mars 2006
- 5 avril 2006
- 10 avril 2006
- 19 avril 2006
- 4 mai 2006
- 15 mai 2006

Différents intervenants ont été associés à la réflexion, à savoir :

- Le Conseil Régional.
- Le Conseil Général.
- La Chambre de Commerce et d'Industrie de Saint Malo.
- Les Architectes des Bâtiments de France.
- Les Services de la Direction Départementale de l'Équipement.
- Les Représentants de l'UCIAPL.
- Les Commerçants riverains du périmètre d'étude.
- Les Représentants des commerçants non sédentaires.
- L'Équipe de Maîtrise d'œuvre.
- Les Membres de la Commission Foires et Marchés.
- Les Membres de la Commission Action Économique.
- Les Membres de la Commission Urbanisme – Bâtiment.
- Les Services Municipaux.

La réflexion a porté sur différents points :

- Plan de circulation, la place de l'automobile et les cheminements alternatifs.
- Le « devenir » et les besoins.
- La perception des espaces.
- Le commerce, le stationnement, le tourisme.
- Le traitement des espaces.
- La saisonnalité et la modulation des espaces.

Lors de ces réunions, plusieurs scénarios ont été présentés et analysés.

Il en résulte que, indépendamment de l'aménagement de la 3^{ème} tranche du centre ville, diverses actions complémentaires devront être menées, à savoir :

- Renforcement de la signalétique, notamment vers les parcs de stationnement.
- Réaménagement ou adaptation de certaines voies modifiées par le plan de circulation (rue de la Mairie, Rue Notre Dame ...)
- Application stricte des règles de stationnement.
- Etc....

Plusieurs propositions ont été adoptées, à savoir :

- Réduction de l'offre de stationnement sur la place Albert Parent.
- Mise en sens unique de la Rue Notre Dame sur la portion Piquette / Chateaubriand dans le sens EST – OUEST
- Mise en sens unique de la Rue des Princes sur la portion Chateaubriand / Mairie dans le sens SUD – NORD
- Caractère semi piéton de la Rue de la Barrière.
- Zone 30 sur la 3^{ème} tranche.

La présentation de l'Avant Projet Détaillé est assurée par M LEMOINE, Architecte de l'opération, qui précise les différents espaces, leur traitement, leur fonctionnement et interaction. Le nouveau plan de stationnement, le « paysagement » et l'éclairage sont également expliqués.

L'architecte relate que de nombreux échanges et discussions ont permis d'élaborer le plan de circulation et expose les idées dominantes du projet :

- redimensionner la place de la voiture et du piéton dans le cœur de Ville afin de le rendre plus vivant et attractif
- affirmer la Place Albert Parent comme un lieu central polyvalent
- privilégier la Maison de la Lanterne et ses abords

Quelques interrogations sont formulées à propos du mobilier urbain et des plantations.

Monsieur LE BESCO précise que le choix n'est pas définitivement arrêté dans ces domaines et qu'il reste ouvert à toutes suggestions. Il rappelle que le développement de cette place doit se faire en harmonie avec le caractère typique de Combours, tel qu'on peut se le représenter à travers l'image bien connue de tous, du Lac Tranquille bordé d'arbres majestueux, surplombé de son château féodal.

Il communique ensuite le montant de l'estimation des travaux qui s'élève à 850 000 € H.T. (hors travaux de réseaux)

Compte tenu du montant de cette estimation (supérieur à 210 000 € H.T.), il propose que la procédure de dévolution des travaux à retenir soit celle de l'appel d'offres ouvert.

Entendu l'exposé de Monsieur le Maire et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, DECIDE :

- D'approuver ce dossier d'Avant Projet Détaillé (APD)
- d'autoriser Le Maire à lancer la consultation selon la procédure définie ci-dessus.
- de confier à la commission municipale n° 9 (appels d'offres) l'ouverture des plis et l'attribution du marché
- de donner pouvoir au Maire pour engager les démarches et signer tout document utile au suivi de ce dossier
- d'imputer la dépense sur les crédits prévus à cet effet
- De solliciter l'aide :
 - du Conseil Général
 - du Conseil Régional au titre de l'Eco-Faur
 - des Petites Cités de Caractères
 - du FISAC (Fonds d'Intervention pour les Services, l'Artisanat et le Commerce)
 - de la Communauté de Communes de la Bretagne Romantique au titre du contrat de Territoire.

06-65) CENTRE VILLE 3^{ème} TRANCHE – AIDES A L'INGENIERIE

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

M. LE BESCO rappelle au Conseil Municipal qu'il a été informé le 31 Janvier 2005 du choix du cabinet en charge des études préliminaires des réseaux d'assainissement et d'adduction d'eau potable pour l'aménagement de réseaux du centre ville 3^{ème} tranche.

Ces prestations s'élèvent à un montant de 3 700.00 € HT et ont permis de définir une stratégie en terme d'étude de réseaux.

Le Conseil Municipal a été informé le 11 Avril 2005 du choix du cabinet en charge d'une étude de développement commercial du centre ville 3^{ème} tranche.

Ces prestations ont été estimées à un montant de 6 500.00 € HT et ont permis de définir une stratégie en terme d'aménagement de surface.

Le Conseil Municipal a été informé le 12 Décembre 2005 du choix de l'équipe de Maîtrise d'œuvre en charge des études d'aménagement de surfaces du centre ville 3^{ème} tranche.

Ces prestations s'élèvent à un montant forfaitaire de 52 535.00 € HT auquel il convient d'ajouter 4 773.60 € HT pour la direction des travaux réseaux et les opérations de réception réseaux.

Par ailleurs, le Conseil Municipal a été informé le 10 Avril 2006 du choix du cabinet en charge des études de conception des réseaux d'assainissement et d'adduction d'eau potable pour l'aménagement de réseaux du centre ville 3^{ème} tranche.

Ces prestations s'élèvent à un montant de 11 385.00 € HT.

M. LE BESCO propose au Conseil Municipal de solliciter l'aide du Conseil Régional au titre de l'aide à l'ingénierie et aux études en amont des projets éco-FAUR.

Entendu l'exposé de M. LE BESCO et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition.

06-66) REVISION DU P.O.S. EN P.L.U. – ARRET DU PROJET – MISE A L'ENQUETE PUBLIQUE

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

M. LE BESCO rappelle qu'en application de l'article L 123-9 du Code de l'Urbanisme, le projet de Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) de la commune de Combours, arrêté par délibération du 12 Décembre 2005, a été communiqué aux services de l'Etat.

Les avis des différents services ont été examinés par la commission « P L U » en date du 15 Mai 2006 au cours d'une réunion à laquelle étaient conviés :

- les services de la D.D.E. (Subdivision de Saint Malo)
- le service départemental de l'Architecture et du Patrimoine
- la Direction Régionale de l'Environnement
- la Chambre d'Agriculture

Seuls le S.D.A.P. et la D.D.E. ont participé à cette rencontre.

Le Cabinet S.C.E., en charge du dossier P.L.U., représenté par Monsieur BARREAU, a proposé aux différents intervenants de réexaminer l'ensemble des remarques émises par les services de l'Etat.

Les travaux de la commission, pour se mettre en conformité avec les préconisations demandées, ont fait l'objet d'un procès-verbal qui est communiqué au Conseil Municipal et qui sera annexé au dossier d'enquête publique.

Le Conseil Municipal est également informé que l'enquête publique relative à cette révision débutera le 6 juin 2006 pour se terminer le 6 juillet 2006.

L'arrêté municipal du 16 mai 2006 précisant les modalités de cette mise à l'enquête publique est communiqué aux membres de l'Assemblée délibérante. Monsieur Henri NARZIS, commissaire-enquêteur, se tiendra à la disposition du public aux dates suivantes :

- mardi 6 Juin 2006	de 8 H 30 à 11 H 30
- jeudi 15 Juin 2006	de 14 H 00 à 17 H 00
- lundi 19 Juin 2006	de 9 H 00 à 12 H 00
- vendredi 23 Juin 2006	de 14 H 00 à 17 H 00
- jeudi 6 Juillet 2006	de 9 H 00 à 12 H 00 et de 14 H 00 à 17 H 00

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

06-67) DROIT DE PREEMPTION URBAIN – DECLARATION D'INTENTION D'ALIENER - PARCELLE CADASTREE AD n° 250

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

M. LE BESCO, rappelle que, par délibérations du Conseil Municipal 96-30 en date du 22 février 1996 et 98-8 en date du 26 janvier 1998, la Ville s'est dotée d'un Droit de Préemption Urbain (DPU).

La Ville a reçu de Maître PRIOL, Notaire à COMBOURG, une Déclaration d'Intention d'Aliéner (DIA) concernant le terrain suivant :

- Parcelle cadastrée section **AD n° 250** d'une superficie de 4 a 98 ca, sise près du Lac Tranquille et desservie par la rue de la Butte

Considérant que cette parcelle, à usage de jardin, se situe en bordure du Lac Tranquille et que son acquisition permettrait la poursuite du cheminement piéton situé en rive du lac,

M. LE BESCO propose au Conseil Municipal,

Vu les dispositions du code de l'Urbanisme,

Vu le prix de 3 811,23 €, soit 7,65 € le mètre carré, figurant dans la DIA,

L'avis des Domaines ayant été sollicité le 11 Avril 2006,

- d'exercer son droit de préemption sur la parcelle cadastrée section AD n° 250, sise près du Lac Tranquille, au prix principal de 3 811,23 €, indiqué dans la DIA.

- d'inscrire les crédits nécessaires au budget de la Ville

- de donner pouvoir au Maire pour :

. notifier cette décision à Maître PRIOL, notaire à COMBOURG

. saisir, si nécessaire, Monsieur le Juge de l'expropriation en vertu de l'article R 213-4 du Code de l'Urbanisme avec le concours de l'avocat de la Ville dont les honoraires seront pris en charge sur le budget général de la Ville

. procéder à la consignation de la somme nécessaire tel que prévu par le Code de l'Urbanisme en cas de saisine du Juge, au titre des crédits qui seront ouverts au budget général de la Ville.

Entendu l'exposé de M. LE BESCO, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par 24 voix pour et 2 voix contre, ADOPTE ces propositions.

06-68) SCHEMA DIRECTEUR DE RESTRUCTURATION DES RESEAUX EAUX USEES, EAUX PLUVIALES ET D'ADDUCTION D'EAU POTABLE

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO rappelle au Conseil Municipal qu'il a été informé le 13 février 2006 de la nécessité d'établir un nouveau schéma directeur d'Eaux Usées, d'Eaux Pluviales et d'adduction d'eau potable.

Le Conseil Municipal a également été informé en date du 10 avril 2006, de la décision de faire appel à la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt (D.D.A.F.), compétente dans ce domaine d'intervention, pour une mission d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage (A.M.O.).

Par courrier en date du 20 avril 2006, la D.D.A.F. proposait différents types de missions. Il a été décidé de retenir les missions suivantes réparties en 2 phases, à savoir :

- **Phase 1 :**
 - Recueil des données nécessaires à la rédaction du cahier des charges.
 - Rédaction des projets du cahier des charges.
 - Assistance lors de la passation des marchés.
- **Phase 2 :**
 - Suivi de l'exécution et des résultats de l'étude.

Les frais engagés s'élèvent à 2 700.00 € HT pour la phase 1 et 1 080.00 € HT pour la phase 2, soit un total de 3 780.00 € HT pour l'ensemble des prestations des phases 1 et 2.

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

06-69) ACTES ADMINISTRATIFS – DELEGATION DE SIGNATURE

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

M. LE BESCO rappelle au Conseil Municipal que, par délibérations :

- n° 03-149 en date du 12 novembre 2003, il a été décidé de régulariser la situation foncière de la Ville vis-à-vis de Mme GILLET, née LORAND Marie Annick, en

acquérant la parcelle cadastrée n° 329 de la section AE et de prendre l'acte d'acquisition en la forme administrative.

- n° 05-18 en date du 31 Janvier 2005, il a été décidé d'accepter la cession gratuite de la parcelle cadastrée section D n° 984 située au lieu-dit « Balanson » et de prendre l'acte d'acquisition en la forme administrative

Dans ce type de procédure, il s'avère que le Maire ne peut à la fois signer pour authentifier les actes et pour représenter la Commune.

Il convient donc qu'un adjoint reçoive une délégation pour représenter la Commune et signer tous les actes rédigés en la forme administrative.

M. LE BESCO propose donc que Madame GINGAT reçoive cette délégation jusqu'à la fin du mandat municipal.

Entendu l'exposé de M. LE BESCO et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition.

06-70) GARANTIE D'EMPRUNT - SA HLM LA RANCE - PAVILLONS « LA PROVIDENCE »

Rapporteur : M. Joël HAMELIN, 1^{er} Adjoint

Monsieur HAMELIN rappelle que, par délibération n°06-13 en date du 13 février 2006, le Conseil Municipal a accordé sa garantie pour le remboursement de la somme de 395 369,00 €, représentant 100 % d'un emprunt avec préfinancement d'un montant de 395 369,00 € que la SA HLM LA RANCE se propose de contracter auprès de la Caisse des dépôts et consignations.

Ce prêt est destiné à financer une opération de construction de 6 logements (logements individuels), située Résidence la Providence à Combourg.

Le 8 mars dernier, la SA HLM LA RANCE a fait part d'un changement de taux des prêts. Il y a donc lieu de modifier l'article 2 de la délibération citée ci-dessus de la façon suivante :

Article 2 : Les caractéristiques du prêt PLUS consenti par la Caisse des dépôts et consignations sont les suivantes ;

-Durée de préfinancement	12 mois maximum
-Echéances	annuelles
-Durée de la période d'amortissement	35 ans
-Taux d'intérêt actuariel annuel	3.25 %
-Taux annuel de progressivité	0

-Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité : en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0 %.

Le taux d'intérêt indiqué ci-dessus sur la base du taux du Livret A et du taux de commissionnement des réseaux collecteurs du livret A en vigueur à la date de la présente délibération. Ce taux est susceptible d'être révisé à la date d'établissement du contrat de prêt, si le taux du livret A et/ou du commissionnement des réseaux collecteurs du livret A sont modifiés entre la date de la présente délibération et la date d'établissement du contrat de prêt. Le taux de progressivité indiqué ci-dessus est susceptible d'être révisé en fonction de la variation du taux du livret A

Les autres articles demeurent inchangés

M. HAMELIN propose au Conseil Municipal d'approuver cette modification.

Entendu l'exposé de M. HAMELIN et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition.

06-71) REGULARISATION COMPTABLE – DECISION MODIFICATIVE N° 1

Rapporteur : M. Joël HAMELIN, 1^{er} Adjoint

M. HAMELIN informe le Conseil Municipal que, par courrier en date du 23 mars dernier, M. BOSCHET, locataire du logement sis 8 bis avenue des Cytises, a donné son congé à compter du 7 mai 2006. Le dépôt de garantie s'élevant à 796,62 € doit lui être restitué.

Afin de procéder à cette régularisation, il y a lieu de provisionner le compte 165-dépôts et cautionnements reçus d'un montant de 800 € par prélèvement sur le compte 020 dépenses imprévues.

M. HAMELIN demande au Conseil Municipal d'approuver cette décision modificative

Entendu l'exposé de M. HAMELIN et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition.

06-72) ESPACE JEUX – PARCOURS SANTE

Rapporteur : M. Joël HAMELIN, Adjoint

M. HAMELIN rappelle au Conseil Municipal que la commune de COMBOURG a réalisé, au cours des 2 dernières années, des aires de jeux sur la base de loisirs de Waldmünchen. Les tranches d'âges de 1 à 5 ans et de 6 à 14 ans en ont été dotées.

La municipalité a décidé de réaliser un parcours santé offrant différentes activités, et accessible aux **adolescents** et adultes quelque soit leur niveau sportif.

A ce titre, différentes sociétés ont été consultées :

- PROLUDIC de VOUVRAY (37) représenté par M. ESNAULT de OSSE (35)
- SYNCHRONICITY de GUIDEL (56) représenté par M. ETIEMBLE de GUIDEL (56)
- SPORTS RESEAUX de QUIMPER (29) représenté par M. UGUEN de QUIMPER (29)

Ces sociétés ont fourni une offre pour la fourniture et la pose d'un parcours d'une dizaine d'agrès, ainsi que la fourniture et pose d'une maisonnette devant s'intégrer dans l'aire de jeux dédiée aux enfants de 1 à 5 ans.

Le choix a pris en compte l'originalité des produits ainsi que leur valeur technique.

Il a été décidé de retenir l'offre de la société PROLUDIC pour un montant HT de 16 720,35 € HT.

Le parcours se déclinera en plusieurs agrès à savoir :

- Station d'échauffement en 4 panneaux
- Haies
- Saute Mouton
- Station vitalité comprenant trainer et vélo relax
- Espalier double
- Barres parallèles
- Poutre d'équilibre
- Station vitalité comprenant arche, barre d'appui, barre fixe et rameur

Ce marché a été passé selon la procédure adaptée (article 28 du CMP), conformément à la délibération n° 04-108 du Conseil Municipal.

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

06-73) INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT – ENQUETE PUBLIQUE – GAEC DES ALYSSES - QUEBRIAC

Rapporteur : M. Michel LEBRET, Adjoint

Monsieur LEBRET informe le Conseil Municipal que, par arrêté du 29 Mars 2006, Madame la Préfète d'Ille et Vilaine a prescrit une enquête publique sur le projet présenté par le GAEC DES ALYSSES en vue d'exploiter un élevage laitier d'un effectif de 150 vaches

laitières et 130 génisses sur paille au lieu-dit « La Ville Heslouin et Trémagouet » à QUEBRIAC.

Conformément à l'article 8 du décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977, modifié notamment par le décret n° 85-453 du 23 Avril 1985 relatif aux installations classées, le Conseil Municipal est invité à donner son avis sur cette autorisation.

Cet avis doit être exprimé au plus tard dans les 15 jours suivant la clôture du registre de l'enquête publique ouverte du 24 Avril au 26 Mai 2006.

La commission « Affaires Rurales » a examiné ce dossier et a considéré que les terrains proposés ne sont pas situés sur des zones protégées.

Considérant que cet élevage n'est pas situé dans la commune, Monsieur LEBRET propose que ce dossier soit présenté au Conseil Municipal à titre d'information sans émettre d'avis.

Entendu l'exposé de M. LEBRET, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, n'émet pas d'objection à cette proposition.

06-74) TRAVAUX DE VOIRIE URBAINE ET RURALE – PROGRAMME 2006

Rapporteur : M. Michel LEBRET, Adjoint

M. LEBRET rappelle au Conseil Municipal que, par délibération en date du 10 avril 2006, le principe de lancement d'un appel d'offre pour le programme voirie 2006 a été acté.

Il rappelle également au Conseil Municipal que, par délibération en date du 13 Mars 2006, il a été décidé de missionner la Direction Départementale de l'Equipement pour la maîtrise d'œuvre des opérations hors ATESAT (Assistance Technique fournie par l'Etat pour des raisons de Solidarité et d'Aménagement du Territoire).

Le dossier PRO, portant sur les missions hors ATESAT est présenté au Conseil Municipal, il concerne l'aménagement des rues suivantes :

- Rue Sœur Joséphine
- Allée des Primevères
- Rue des Acacias

L'estimation prévisionnelle de ces travaux hors ATESAT s'élève à 195 172.50 € HT

Par ailleurs, le DCE remis par la Direction Départementale de l'Equipement fait apparaître une estimation prévisionnelle globale des travaux (inclus et exclus de l' ATESAT) de 321 852.50 € HT. Ce programme comporte 1 tranche ferme et 3 tranches conditionnelles portant sur les voies suivantes :

- Les Rivières
- Rue Sœur Joséphine
- Rue Ernest Renan

Ce marché fera l'objet d'une procédure formalisée sous la forme d'un appel d'offres ouvert.

M. LEBRET propose au Conseil Municipal de lancer la consultation selon les éléments communiqués.

Entendu l'exposé de M. LEBRET, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition

06-75) DEMANDE D'ACQUISITION D'UN DÉLAISSÉ COMMUNAL A LA GENTIERE

Rapporteur : M. Michel LEBRET, Adjoint

Monsieur LEBRET rappelle que la Ville a été saisie par l'entreprise GENTIL/GLEMOT, Menuiserie à la Gentièrre à Combours, en vue de l'acquisition d'un chemin communal bordant leur entreprise.

La commission voirie s'est rendue sur place et a émis un avis favorable.

Cette partie de chemin n'est pas inscrite au plan départemental « PDIPR ».

M. LEBRET propose au Conseil Municipal de décider, sous réserve des conclusions de l'enquête publique obligatoire, le principe de cession.

Par ailleurs, il précise que cette vente, si elle se réalise, aura lieu conformément aux dispositions prises par le conseil municipal dans sa délibération n° 01-90 du 23 juillet 2001 (vente de terrain au prix de 0.80 € HT du m² et frais de géomètre et de notaire à la charge de l'acquéreur).

Entendu l'exposé de Monsieur LEBRET et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, accepte ces propositions à condition qu'une régularisation foncière intervienne sur l'assiette d'un chemin créé par la Commune sur les parcelles cadastrées n° 813 et 822 de la section E pour joindre la RD 794 et le CR reliant « la Gentièrre » à la V C n°24.

06-76) DEMANDE D'ACQUISITION D'UN DÉLAISSÉ COMMUNAL AU LIEU-DIT « RINIAC »

Rapporteur : M. Michel LEBRET, Adjoint

M. LEBRET informe le Conseil Municipal que la Ville a été saisie par Mme Marie-Noëlle VINGTANS, propriétaire au lieu-dit « Riniac », en vue de l'acquisition d'un délaissé communal jouxtant sa parcelle cadastrée section C n° 293.

La commission voirie s'est rendue sur place et a émis un avis favorable.

M. LEBRET propose au Conseil Municipal de décider, sous réserve des conclusions de l'enquête publique obligatoire, le principe de cession.

Par ailleurs, il est précisé que cette vente, si elle se réalise, aura lieu conformément aux dispositions prises par le conseil municipal dans sa délibération n° 01-90 du 23 juillet 2001 (vente de terrain au prix de 0.80 € HT du m² et frais de géomètre et de notaire à la charge de l'acquéreur).

Entendu l'exposé de Monsieur LEBRET et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ACCEPTE ces propositions

06-77) LOTISSEMENT DE MELESSE - AVENANT N° 1 - TRAVAUX DE VOIRIE DEFINITIVE

Rapporteur : M. Michel LEBRET, Adjoint

M. LEBRET rappelle au Conseil Municipal que les travaux d'aménagement du lotissement de « Melesse » ont fait l'objet d'un marché en date du 25 mai 2004 notifié le 27 mai 2004 à l'entreprise Henry Frères de la Chapelle St Aubert (35140).

La largeur de l'empierrement de la chaussée provisoire étant insuffisante, un élargissement sera réalisé de part et d'autre de la structure de chaussée existante, ce qui a pour conséquence une augmentation de la masse initiale du marché.

La masse initiale du marché est augmentée d'un montant de 2 705,00 € HT, soit 3 235,18 € TTC, ce qui porte le nouveau montant du marché à 21 047,00 € HT soit une augmentation de 14.75 % par rapport au marché initial.

(Pour information, il est rappelé que la réalisation de ce lotissement a impliqué la construction de branchement EU, EP et téléphone pour un montant de 9 840 € HT. Les travaux supplémentaires décrits ci-dessus représentent donc une augmentation de 9.6 % du coût global des travaux).

Le conseil municipal est informé que la commission d'appel d'offres, réunie le 19 mai 2006, a émis un avis favorable à l'avenant proposé.

M. LEBRET propose au Conseil Municipal :

- d'approuver l'avenant pour les travaux supplémentaires s'élevant à 2 705,00 € HT
- d'autoriser le maire à signer les pièces relatives au dossier

Entendu l'exposé de Monsieur LEBRET et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ACCEPTE ces propositions

06-78) SECTEUR « FAUVELIERE » – REMPLACEMENT DES MATS D'ECLAIRAGE

Rapporteur : M. Michel LEBRET, Adjoint

Les mâts d'éclairage du secteur de la Fauvelière donnent des signes de vétusté, aussi est-il envisagé de les remplacer.

Cette opération s'effectuera en différentes tranches dont la première est la liaison principale entre la rue de la Fauvelière et l'Avenue du Général De Gaulle.

Afin de réaliser cette opération, M. LEBRET propose au Conseil Municipal d'autoriser Monsieur Le Maire à :

- solliciter l'aide :
 - du Syndicat Départemental d'Electricité d'Ille et Vilaine.
 - du Conseil Régional – Petites Cités de Caractère.
 - du Conseil Général.
 - de la Communauté de Communes

Entendu l'exposé de Monsieur LEBRET et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ACCEPTE ces propositions

06-79) ILLUMINATIONS DE NOEL – PROGRAMME 2006

Rapporteur : M. Michel LEBRET, Adjoint

Monsieur LEBRET informe le Conseil Municipal que, depuis de nombreuses années, les illuminations de Noël de certains secteurs n'ont pas fait l'objet de renouvellement.

Ce renouvellement s'effectuera en différentes tranches dont la première comprend la Place Saint Gilduin et le Boulevard du Mail.

Afin de réaliser cette opération, il est proposé au Conseil Municipal d'autoriser Monsieur Le Maire à :

- solliciter l'aide :
 - du Syndicat Départemental d'Electricité d'Ille et Vilaine.

- du Conseil Régional – Petites Cités de Caractère.
- du Conseil Général.
- de la Communauté de Communes

Entendu l'exposé de Monsieur LEBRET et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ACCEPTE ces propositions

06-80) LOTISSEMENT « LE VILLAGE DES COUTURES »

Rapporteur : Mme Marie-Renée GINGAT, Adjointe

Mme GINGAT informe le Conseil Municipal que la ville de Combourg a été sollicitée par la société SNC Les Coutures, de Saint Grégoire, représentée par M. HERVO, en vue de la réalisation d'un lotissement privé dédié principalement à l'habitation et accessoirement à l'exercice d'une profession libérale.

L'architecte urbaniste de l'opération est le cabinet Le Trionnaire – Tassot de Rennes et les études techniques ont été confiées au cabinet Infraconcept de Cesson Sévigné.

Le terrain concerné est actuellement à vocation agricole et se trouve situé au Nord-Est de l'agglomération, le long de la Route Départementale n° 795. Le projet est bordé à l'Ouest par des terres agricoles, à l'Est par l'Avenue du Général de Gaulle, au Nord par une habitation et un chemin rural et au Sud par un secteur d'habitation.

Du fait de la réalisation prochaine du Centre de Secours Principal, ce projet de lotissement permettra d'assurer une continuité d'urbanisation vers la limite Nord de l'agglomération. Situé en zone UEC, ce projet sera desservi pour les lots 1 à 4 par l'Avenue du Général de Gaulle, avec un alignement affirmant le caractère bâti de l'avenue. Les lots 5 à 11 seront desservis par une voirie interne aboutissant sur une placette.

Le projet vise à la réalisation de 11 lots, principalement à usage d'habitation individuelle. Ces lots déclineront des superficies de 540 à 1140 m², pour une surface moyenne de 716 m². L'ensemble se situe sur la parcelle cadastrée AB n° 163 pour une superficie totale d'environ 9 597 m².

Ce projet d'aménagement a fait l'objet d'une concertation entre le lotisseur, le maître d'oeuvre, les élus et les services municipaux, et une convention relative à la rétrocession et au classement dans le domaine public communal des espaces communs du lotissement « Le Village des Coutures » a été établie.

Cette convention définit les modalités de contrôle par la commune des études, de la préparation des marchés et de l'exécution des travaux des équipements communs appelés à être rétrocédés à la commune lors de la réception des travaux. En contrepartie, les frais d'intervention de la commune à la charge du Maître d'Ouvrage sont fixés forfaitairement à 1 % du montant hors taxes des travaux.

Cette opération, présentée à la commission n° 4, « Urbanisme et Bâtiment » le Lundi 10 Avril 2006, a reçu un avis favorable.

Mme GINGAT propose au Conseil Municipal :

- d'approuver ce projet
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention à intervenir

Entendu l'exposé de Mme GINGAT, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par 23 voix pour et 3 abstentions, APPROUVE ces propositions.

06-81) AIRE DE SERVICE CAMPING-CAR

Rapporteur : M. Bertrand HIGNARD, Adjoint

M. HIGNARD informe le Conseil Municipal que le Groupement d'Intérêt Touristique du Pays de la Baie du Mont Saint Michel – Bretagne Romantique a constaté le manque d'offre d'aires de service pour camping-car dans notre région.

Face à l'accroissement du nombre de camping caristes et afin d'éviter les rejets « sauvages » dans la nature, il a été décidé de doter la commune de ce service.

Son implantation sera réalisée à proximité du camping et il convient d'acquérir une borne offrant les services suivants :

- 1 robinet d'eau
- 1 prise électrique
- 1 vidange cassette WC et eaux usées

Il a été décidé de gérer l'équipement à l'aide d'un monnayeur à jetons. Ces jetons seront en vente à l'accueil du camping pendant la période d'ouverture, à l'office du tourisme et en mairie.

A ce titre, une consultation en procédure adaptée a été effectuée auprès de 3 entreprises.

- AIRE SERVICE, de ELLIANT (29), pour un montant HT de 4 581,00 €.
- URBAFLUX, de BERRY-BOUY (18), pour un montant HT de 3 780,00 €
- PIV de LA MERLATIERE (85), pour un montant HT de 2 241,00 €.

Pour des raisons d'esthétisme et de valeur technique, il a été décidé de retenir l'offre de AIRE SERVICE, pour un montant HT de 4 581,00 €.

Les crédits nécessaires ont été inscrits au budget primitif 2006.

Afin de réaliser cette opération, M. HIGNARD propose au Conseil Municipal d'autoriser Monsieur Le Maire à solliciter l'aide :

- du Conseil Général
- de la Communauté de Communes

Entendu l'exposé de M. HIGNARD, le Conseil Municipal, par 13 voix pour et 13 abstentions, ADOPTE ces propositions.

06-82) ARROSAGE AUTOMATIQUE – MUR DU CHATEAU

Rapporteur : M. Pierre LEGEARD, Adjoint

M. LEGEARD rappelle au Conseil Municipal que, depuis de nombreuses années, la commune de Combours assure le fleurissement du mur du château. A cet effet, 185 jardinières sont disposées en partie supérieure de celui-ci.

Ces dernières années, les sécheresses successives ont modifié les comportements pour la gestion des ressources en eau potable. Les horaires d'arrosage ont été cadrés et il convient également de réfléchir à une optimisation des quantités à mettre en œuvre.

C'est pourquoi, il a été décidé de mettre en place un arrosage automatique, permettant de se conformer aux horaires imposés, tout en respectant le voisinage et également de doser les volumes nécessaires.

A ce titre une consultation près de 3 entreprises a été effectuée :

- AQUASSYS DOL FORAGE, de Dol de Bretagne, pour un montant HT de 1 083.96 €.
- DIMAC SA, de Mazé (49), pour un montant HT de 1 096.24 €.
- ATECH, de Cholet (49), pour un montant HT de 4 881.40 €.

Il a été décidé de retenir l'offre de AQUASSYS DOL FORAGE, pour un montant HT de 1 083.96 €.

Cette installation requiert une alimentation en eau potable, aussi a-t-il été décidé de faire réaliser par la CGE, compagnie fermière, un branchement avec pose d'un compteur, pour un montant HT de 953.44 €.

Les crédits nécessaires ont été inscrits au budget primitif 2006.

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

06-83) SALLE OMNISPORTS – REFECTION TOITURE – ETUDE CHARPENTE

Rapporteur : M. André BADIGNON, Adjoint

M. BADIGNON informe le Conseil Municipal qu'il a été décidé d'entreprendre la réfection de la couverture de la salle omnisports communale sise rue des Sports, datant de 1952, et principalement affectée à l'usage du basket.

Il convient de mener une étude pour évaluer la solidité de la charpente métallique.

Cette étude devra être établie en plusieurs parties, à savoir :

- Etude de l'état actuel de l'ouvrage par calcul des structures en place et conclusions concernant la solidité de l'ouvrage en son état.
- Etudes de l'état futur selon les nouvelles charges statiques apportées (actuellement couverture en amiante ciment, et couverture type bac acier double peaux pressentie).
- Proposition de renforcement éventuelle et discussion sur les choix de ces renforcements.
- Calcul des renforcements choisis, si besoin.
- Réalisation des croquis de mise en œuvre des renforcements exploitables par une entreprise qualifiée.
- Etablissement d'un estimatif financier des travaux de charpente basé sur les croquis de renforcement.
- Un déplacement supplémentaire en phase travaux pour le suivi et la mise en place des renforcements selon prescriptions.

A ce titre, une consultation auprès de 3 entreprises a été effectuée et il a été décidé de retenir l'offre la moins disante, à savoir SERTCO, pour un montant HT de 3 320.00 €.

D'autre part, pour réaliser ce renouvellement de toiture, un diagnostic amiante sera établi. A ce titre une consultation en procédure adaptée sera lancée.

Au terme de cette étude, une consultation auprès de différentes entreprises de couvertures sera réalisée, incluant le traitement des produits amiantés.

Afin de réaliser cette réfection de toiture, il est proposé au Conseil Municipal d'autoriser Monsieur le Maire à :

- solliciter l'aide :
 - du Conseil Général - services des Sports
 - du Conseil Régional (Eco-Faur et Petites Cités de Caractère)
 - de la Communauté des Communes – Pays de la Bretagne Romantique

Entendu l'exposé de M. BADIGNON, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, APPROUVE ces propositions.

06-84) LOCAL KARATE – FOURNITURE DE TAPIS DE SOL

Rapporteur : M. André BADIGNON, Adjoint

M. BADIGNON informe le Conseil Municipal que la Commune a mis à disposition du club de karaté un local situé dans l'ancienne école sise Boulevard du Mail.

Pour aménager ce local, une dotation de 110 m² de tapis amortissant s'avère nécessaire.

A ce titre une consultation auprès de 3 entreprises a été effectuée et il a été décidé de retenir l'offre la moins disante, à savoir la CAMIF, pour un montant HT de 2 387.00 €.

Les crédits nécessaires ont été inscrits au budget primitif 2006.

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

06-85) DELEGATION DU CONSEIL MUNICIPAL AU MAIRE – Article L 2122-22 (15^e alinéa) et L 2122-23 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES.

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Par délibération n° 02.07 en date du 4 février 2002, le Conseil Municipal, en application de l'article L 2122-22, 15^{ème} alinéa du Code Général des Collectivités Territoriales, a donné délégation au Maire pour « exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le Code de l'Urbanisme... »

Conformément à l'article L 2122-23, avant dernier alinéa du Code Général des Collectivités Territoriales, le Maire rend compte des décisions prises depuis la dernière réunion, à savoir :

- Arrêté n° 06.090 T en date du 9 mai 2006 décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - o parcelle AD 681 sise « Place du Linon » (**DIA n° 14**) d'une superficie de 149 m²
- Arrêté n° 06.091 T en date du 9 mai 2006 décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - o parcelle AC 482 sise « La Fauvelière » (**DIA n° 15**) d'une superficie de 639 m²
- Arrêté n° 06.092 T en date du 9 mai 2006 décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - o parcelle AC 154p sise « rue de Malouas » (**DIA n° 16**) d'une superficie de 500 m²
- Arrêté n° 06.093 T en date du 9 mai 2006 décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :

- parcelle AB n° 163 sise « avenue du Général de Gaulle » (**DIA n° 17**) d'une superficie de 9 597 m²
- Arrêté n° 06.094 T en date du 9 mai 2006 décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - parcelles AH n° 45p et D n° 771p sises « La Croix Briand » (**DIA n° 18**) d'une superficie totale de 30 317 m²
- Arrêté n° 06.095 T en date du 9 mai 2006 décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - parcelles AH n° 44p et AH 213p sises « La Croix Briand » (**DIA n° 19**) d'une superficie totale de 13 920 m²
- Arrêté n° 06.096 T en date du 9 mai 2006 décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - parcelles AH n° 43 et 112 sises « La Croix Briand » (**DIA n° 20**) d'une superficie totale de 22 273 m²
- Arrêté n° 06.097 T en date du 9 mai 2006 décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - parcelle AH n° 320p sise « La Croix Briand » (**DIA n° 21**) d'une superficie totale de 6 400 m²
- Arrêté n° 06.098 T en date du 10 mai 2006 décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - parcelle AL 71 et 72 sise « rue Sainte Barbe et rue de la Butte » (**DIA n° 22**) d'une superficie totale de 251 m²

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

06-86) QUESTIONS ORALES (2e trimestre)

Rapporteur : M. LE BESCO, Maire

Conformément à l'article 11 du règlement intérieur du Conseil Municipal, le point "QUESTIONS ORALES" est inscrit à l'ordre du jour, étant précisé que l'article 11 précité prévoit que chaque Conseiller ne pourra poser qu'une seule question et qu'elle devra être limitée à des affaires d'intérêt strictement communal.

Les questions ne répondant pas à ces critères et déposées hors des délais prévus à l'article 11 du Règlement intérieur du Conseil Municipal ne pourront pas être prises en compte.

Aucune question n'a été posée.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 22 H 50.

